

2^E TRIMESTRE 2022

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2022

Plus de 9800 défaillances au 2^e trimestre 2022.

Le nombre de procédures augmente de 49 %.

« 800 entreprises tombent en défaillance chaque semaine.

Les courbes laissent présager 37 000 défauts fin 2022 »

- > En hausse de 49 % vs. 2^e trimestre 2021, le niveau global des défaillances reste inférieur au 2^e trimestre 2019
- > Les jeunes entreprises « Covid » sont très durement touchées (+136 %)
- > Le niveau de défaillances des PME désormais supérieur à celui du 2^e trimestre 2019
- > Secteurs : les activités B2C les plus sinistrées (commerce, restauration, service à la personne...)
- > Régions : le nombre de procédures double dans les Hauts de France



Paris, le 12 juillet 2022 –

Le groupe Altares – expert historique et référent de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 2^e trimestre 2022.

Avec 9826 procédures collectives ouvertes entre le 1^{er} avril et le 30 juin, le niveau des défaillances augmente de 49 % par rapport au 2^e trimestre 2021, après avoir atteint +35 % au 1^{er} trimestre. La hausse s'accélère. Sur 12 mois glissés, on enregistre une augmentation générale de 15 % pour 34 200 jugements.

Les niveaux sont au plus haut depuis octobre 2020. S'ils restent inférieurs à ceux de 2019, année de référence pré Covid, l'écart se resserre. Avec 800 entreprises qui tombent en défaut chaque semaine, les courbes laissent présager un total de 37 000 défauts sur l'année 2022.

Les secteurs d'activité B2C (service à la personne, restauration, commerce) sont les plus fragilisés et les jeunes structures créées juste avant ou pendant la crise sont en souffrance (+136 %). Les PME, avec 731 procédures ouvertes en 3 mois, dépassent les seuils de 2019. Dans les territoires, la hausse concerne toutes les régions. La tendance est particulièrement marquée dans les Hauts de France, où le nombre de procédures double, et en Centre Val-de-Loire, qui dépasse ses niveaux d'avant crise.

Thierry Millon, directeur des études Altares :

« Les chiffres de fin 2021 et du premier trimestre 2022 démontraient un retour à la réalité sur le front des défaillances. Depuis février, la tendance à la hausse s'accélère nettement avec une augmentation mensuelle moyenne de 45 %. Nous approchons désormais des niveaux observés en 2019, période de référence d'avant crise. Les plus petites entreprises de moins de 3 salariés sont les plus touchées, en particulier les plus jeunes, qui présentent des taux de liquidation identiques à 2019. Autre signal d'inquiétude, les PME sont aussi de plus en plus nombreuses à faire défaut et retrouvent des seuils identiques à l'avant crise. »

En hausse de 49,2 % au 2^{ème} trimestre 2022, le nombre de défaillances d'entreprises se rapproche des niveaux d'avant crise Covid

9 826 entreprises sont tombées en défaillance entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2022, soit une hausse de 49,2 % par rapport à la même période de 2021. L'augmentation est nette et de plus en plus rapide mais les niveaux restent encore très inférieurs à ceux du printemps 2019 et ses 12 300 procédures.

Sur 12 mois glissés, 34 200 entreprises ont fait défaut. La hausse générale est « seulement » de 15 % en raison des niveaux de juillet à octobre 2021 qui étaient encore à la baisse (-16 %). En tendance annuelle, les volumes de défaillances sont donc plutôt similaires à la situation de fin 2020. (35 500 en octobre 2020 et 34 000 en novembre 2020 sur 12 mois glissés).

Avec 289 dossiers enregistrés ce trimestre, le nombre de procédures de sauvegarde est au plus haut depuis 2018 et augmente de 75 %. Ce dispositif représente cependant seulement 3 % de l'ensemble des procédures.

Les procédures de redressement judiciaire (RJ) sont en hausse rapide de 55,5 % pour 2325 jugements prononcés. Elles représentent moins d'un jugement sur quatre (24 %), un taux très en-dessous des 30 % relevés au 2^e trimestre 2019.

73 % des jugements se concluent sur des liquidations judiciaires directes (LJ), un taux très supérieur aux niveaux observés traditionnellement (68 %). Elles ont visé 7212 entreprises, soit une augmentation de 46,4 %.

La détresse des jeunes entreprises «Covid »

La création d'entreprises n'a jamais été aussi dynamique. Alors que l'Insee annonçait un record de près d'1 million de nouvelles immatriculations pour la seule année 2021, 2,6 millions d'entreprises ont vu le jour en 3 ans, dont 700 000 sociétés commerciales. Mais ces structures commerciales sont aussi les plus fragiles. Elles représentent 85 % des défaillances et même 93 % des défaillances d'entreprises de moins de 3 ans. Certes, on crée plus d'entreprises mais on en perd plus.

Un des indicateurs les plus marquants de ce trimestre concerne justement les jeunes structures dont les niveaux de défaillances explosent de 136 %, avec 1750 procédures ouvertes. 1411 d'entre elles ont été directement liquidées, un nombre très proche de celui du 2^e trimestre 2019 (1431). Les jeunes restaurateurs (272), particulièrement fragilisés, sont quasi cinq fois plus nombreux qu'un an plus tôt à faire défaut.

Les PME défaillantes quasi aussi nombreuses qu'avant la crise

93 % des entreprises en cessation de paiement sont des TPE, une part relativement constante. Avec 9095 procédures enregistrées, leur nombre augmente de 47 % sur un an.

Du côté des PME, la hausse s'accélère bien plus nettement. Avec 731 cessations contre 420 un an plus tôt, le niveau des défaillances augmente de 74 %. In fine, les PME affichent des volumes similaires à la période d'avant crise.

Une tendance d'autant plus marquée dans les PME des services informatiques (+ 100 %) et du transport routier de marchandises (+ 200 %).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	2022 T2	Evolution T2 2022/T2 2021	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	237	209	160	165	289	75,2%	212
Redressements Judiciaires	3 739	3 751	1 303	1 495	2 325	55,5%	2 523
Liquidations judiciaires directes	8 770	8 387	4 303	4 927	7 212	46,4%	6 720
Total défaillances	12 746	12 347	5766	6587	9826	49,2%	9 454
Total Emplois menacés	39 800	41 000	43 400	19 530	30 560	56,5%	34 858
Emplois menacés par entreprise	3,1	3,3	7,5	3,0	3,1		3,7

Les défaillances en hausse dans quasi tous les secteurs

Les activités à destination du consommateur en première ligne



Restauration & hébergement

En restauration, le nombre de défauts a plus que doublé sur un an (968 contre 460 ; +110%). La dégradation est particulièrement marquée dans la restauration assise (536 vs. 245 ; +119 %) et les débits de boisson (176 vs. 76 ; + 132 %). L'hébergement résiste mieux (59 vs. 57 ; +4 %).



Commerce

La situation se dégrade très nettement dans les activités de détail où le nombre de défaillances a presque doublé (1337 vs. 772 ; + 73 %). Dans le bricolage et équipement du foyer (+ 93 %) la hausse s'accélère également, en particulier pour la vente de meubles et les magasins multi-rayons (+ 92 %), essentiellement en alimentation générale.

Le soin de la personne & l'optique (+81 %), principalement la parfumerie et l'optique, et la vente hors magasin (+78 %), en particulier la vente à distance et la vente sur les marchés, sont également fragilisés. Le commerce d'habillement est également sous tension (+69 %), qu'il s'agisse de prêt à porter ou chaussures.

Le secteur du commerce et réparation de véhicules (410 contre 311 ; +32 %) affiche une tendance sous la moyenne globale ; De même pour les grossistes (441 contre 337 ; +31%), bien que le commerce interentreprises de matériaux de construction souffre davantage (+63%).



Services aux particuliers

Dans le secteur des services aux particuliers, les salons de coiffure et instituts de beauté voient leur nombre de défauts augmenter de 111 % sur un an (339 vs. 161), dépassant légèrement les seuils d'avant crise (332 au 2ème trim. 2019).

Dans les autres activités, on retrouve des niveaux proches de début 2020 dans l'action sociale (+77 %), essentiellement dans l'aide à domicile et l'enseignement (+65 %), notamment les auto-écoles.

Les activités B2B sont également rattrapées par la hausse des procédures



Construction

La construction s'inscrit dans une hausse des défaillances moins rapide que la moyenne nationale (2275 vs. 1838 ; +24 %). Elle enregistre toujours un millier de défauts de moins qu'en 2019 à la même période. Le gros œuvre résiste le mieux (645 vs. 572 ; +13 %), notamment grâce à la construction de maisons individuelles (+9 %). La récente liquidation de Geoxia (Maisons Phénix) n'entraîne pas tout le secteur à la baisse. Dans le second œuvre (1 141 contre 774 ; +47,4%), la situation est plus tendue dans les travaux d'isolation, de menuiserie bois et PVC et d'installation d'équipements thermiques.

Dans les travaux publics (137 contre 82 ; +67%) la dégradation est tirée par les travaux de terrassement.

L'immobilier semble plus préservé à l'instar des agences immobilières, une des rares activités encore dans le vert (-1%). Malgré cette exception, la hausse constatée dans la promotion immobilière (+24 %) porte le nombre des défaillances de cette activité au-delà du niveau du 2e trimestre 2019.



Industries manufacturières / Agroalimentaire

Dans l'industrie manufacturière (432 contre 318 ; +36%), le nombre des défaillances augmente fortement dans l'imprimerie et les activités du bois et matériaux de construction, en particulier la fabrication de charpentes.

La mécanique industrielle est aussi sous tension.

L'agroalimentaire est davantage fragilisé (296 contre 114 ; +160%). Le secteur concentre essentiellement des artisans boulangers-pâtisseries qui portent la tendance globale.



Services aux entreprises

Le secteur des services aux entreprises (1 345 contre 953 ; +41%) s'inscrit dans une tendance similaire au niveau général. A noter, les activités scientifiques et techniques résistent légèrement mieux (648 contre 481 ; +35%) même si l'activité ingénierie et études techniques est plus durement impactée. Dans les services administratifs aux entreprises (697 contre 472 ; +48%), les activités de sécurité, d'aménagement paysager et d'organisation de foires et salons professionnels sont davantage à la peine.



Transports

Le secteur des transports et de la logistique enregistre une forte hausse (432 contre 252 ; +71%), portée notamment par la fragilisation nette du transport routier de marchandises (263 contre 133 ; +98%) et le transport de proximité (+132 %). L'interurbain, également touché affiche une hausse de 54 %.



Agriculture

L'agriculture limite la hausse du nombre de défauts (287 contre 266 ; +8%). Cependant, pour les activités de culture, en particulier celles de soutien aux cultures, l'augmentation de 44% porte la sinistralité de ce 2e trimestre 2022 au-delà de celle relevée au cours du même trimestre 2019.

Détail des défaillances d'entreprises au 2^e trimestre 2022 dans les régions

L'Île de France résiste le mieux

Alors qu'elle concentre traditionnellement le quart des défaillances dans le pays, l'Île-de-France résiste particulièrement mieux que la moyenne en ce 2^e trimestre avec une hausse de 28 % des défaillances (vs. 49 % au national), une situation diamétralement inverse à celle de 2021. Hors IDF, la dégradation devrait avoisiner les 60 %.

Quasi deux fois plus de défauts dans les Hauts de France

A l'inverse, les Hauts-de-France voient leur nombre de défauts quasi doubler (851 ; +95 %). En tête des ouvertures de procédures, PicWicToys, issu de la fusion de PicWic et des Toys'R'Us français, repris début juillet par l'irlandais Smyths Toys.

Trois régions enregistrent une dégradation voisine de +80 %

En Normandie, le nombre de défaillances augmente de 86 % (372 défauts). Le Centre-Val-de-Loire présente une situation comparable avec 369 procédures collectives ouvertes soit 84 % de plus qu'un an plus tôt. La Bretagne affiche un volume similaire (374) pour une hausse également très marquée (+80 %).

Quatre régions présentent une dégradation comprise entre +50% et +80 %

L'Occitanie (858 ; +64 %), la Bourgogne-Franche-Comté (382 ; +59 %), la Nouvelle-Aquitaine (853 ; +55 %) et les Pays-de-la-Loire (408 ; +53 %) présentent des taux de défaillances au-dessus de la moyenne nationale, avec des données cependant très disparates d'un département à l'autre.

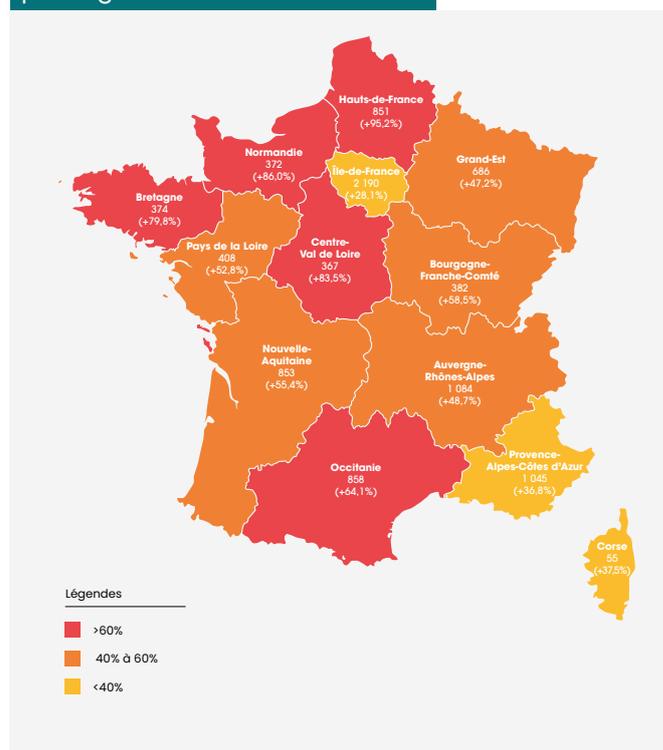
Quatre régions sous la moyenne nationale de 49%

Les régions Auvergne-Rhône-Alpes (1084 ; +49 %), Grand-Est (686 ; +47 %), Provence-Alpes-Côte-d'Azur (1047 ; +37 %) se placent sous la moyenne France. A noter que la région Sud est la 3^e région en nombre de défaillances après l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes. La Corse, seule région métropolitaine encore dans le vert il y a un an, est également rattrapée par la dynamique générale d'augmentation. Avec « seulement » 55 procédures, elle enregistre in fine une hausse de 38 %.

Les départements d'Outre-mer résistent

La Réunion (152 ; +13 %) enregistre le plus grand nombre de défaillances d'entreprises en Outre-mer. Cependant, c'est en Guadeloupe (54 ; +38 %) que le rythme d'augmentation est le plus fort. La Martinique (63 ; -5%) résiste encore et reste dans une dynamique de baisse des ouvertures de procédures.

Carte d'évolution des défaillances par région au 2^e trimestre 2022



Thierry Millon conclut :

« Ce premier semestre se termine sur une tendance sans équivoque : la remontée des défaillances amorcée en fin d'année dernière est très nette. Pourtant le climat des affaires ne s'effondre pas, en dépit d'un alignement de facteurs géopolitiques et macroéconomiques qui inciteraient à l'attentisme. L'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les ruptures de chaînes d'approvisionnement, la fermeture de certains marchés ralentissent la croissance mais l'économie tient et les entreprises résistent. Sur ces 12 derniers mois, plus de 34 000 sociétés sont tombées mais nous sommes encore loin des pics de la crise financière de 2008 qui dépassaient les 64 000, ni même les 52 000 procédures enregistrées en 2019.

Notre tissu d'entreprises résiste donc mais les courbes que nous observons doivent nous préparer à enregistrer entre 35 000 et 40 000 défauts à la fin de l'année. Car le spectre de la récession plane et les entreprises ne pourront continuer à piocher éternellement dans leur trésorerie en attendant la reprise de la consommation des ménages. L'épargne des Français continue toujours d'augmenter. La Banque de France estime l'épargne totale à 319 milliards d'euros au 1er trimestre 2022, dont 151 milliards sont dus au « surplus Covid ».

Pour aider les entreprises à faire face, l'exécutif déploie de nouveaux dispositifs de soutien comme l'ouverture d'un guichet d'aide « gaz & électricité » ou le maintien du plan d'accompagnement de sortie de crise (cf. encadré ci-dessous). Pour l'heure, Altares observe que les retards de paiement sont encore globalement maîtrisés. Un signal d'autant plus important alors que la relation fournisseur et la résilience des chaînes d'approvisionnement ont été particulièrement malmenées au gré des confinements successifs et de la guerre en Ukraine.

Le Gouverneur de la Banque de France écarte pour le moment l'hypothèse d'une récession pour ces prochaines années. L'incertitude commande donc à la prudence. La vigilance et le pilotage au plus près de ses portefeuilles d'entreprises clientes et fournisseurs est de mise. Mais in fine, la résilience pourrait bien se confirmer cette année encore comme le maître mot de nos entreprises. »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

En savoir plus

La procédure de traitement de sortie de crise : à peine plus d'une ouverture par semaine

La procédure de traitement de sortie de crise (PTSC, Cf. étude Altares Défaillances et sauvegardes d'entreprises 1er trimestre 2022) a concerné, depuis son démarrage en novembre 2021, 53 entreprises dont 17 sur le seul 2e trimestre 2022. La moitié des PTSC (26) a pu bénéficier d'un plan, 6 ont été converties en RJ ou LJ et 21 sont en période d'observation.

<https://www.altares.com/fr/whitepapers/defaillances-t1-2022/>

Aides : Le guichet d'aide «gaz et électricité» est ouvert

Le plan de résilience économique et sociale annoncé le 16 mars et validé par la Commission européenne seulement depuis le 30 juin permet notamment la mise en place d'un guichet d'aide «gaz et électricité» ouvert aux entreprises grandes consommatrices d'énergie. Le décret n° 2022-967 du 1er juillet 2022 en précise les critères d'éligibilité.

Les entreprises devront avoir effectué des achats de gaz et d'électricité représentant au moins 3% de leur chiffre d'affaires en 2021 et avoir subi un doublement du prix du gaz par période éligible, de mars à mai 2022 d'une part, de juin à août 2022 d'autre part, par rapport au prix moyen sur l'année 2021.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046003513>

Aides : Le plan d'accompagnement des entreprises en sortie de crise est prolongé jusqu'au 31 décembre 2022

Craignant que la guerre en Ukraine provoque de nouvelles difficultés pour les entreprises, les ministres Bruno Lemaire et Eric Dupond-Moretti ont décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année le plan d'accompagnement lancé en juin 2021 et renouvelé en début d'année 2022. Destiné à aider les sociétés qui seraient dans une position vulnérable en sortie de crise sanitaire et éviter une vague de faillites, ce plan aurait bénéficié en un an, selon Bercy, à près de 10 000 entreprises.

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 2^e trimestre 2022

1. Statistiques détaillées des défaillances 2^e trimestre 2022

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés** au cours du 2^e trimestre 2022
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 2^e trimestre 2022

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

2^e trimestre 2022

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

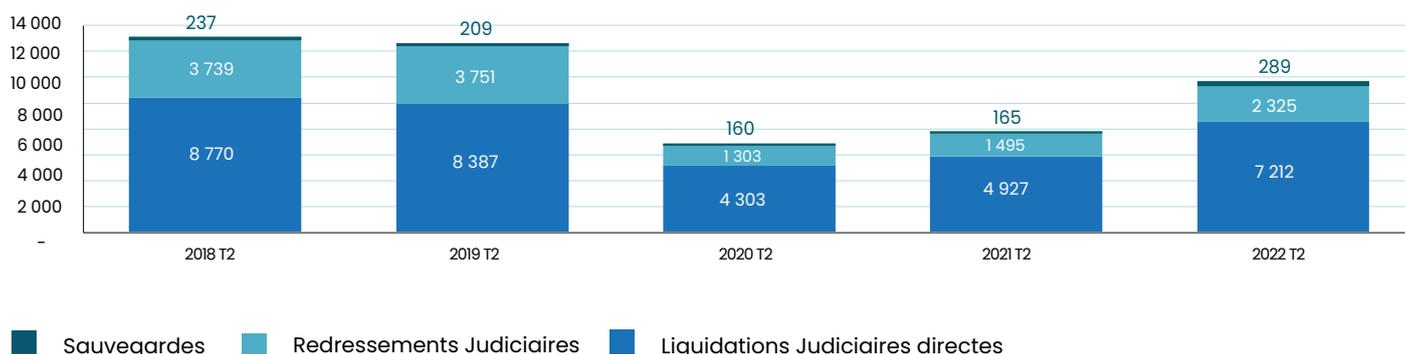
Nombre d'ouvertures	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	2022 T2	Évolution 2022 T2/2021 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	237	209	160	165	289	75,2%	212
Redressements Judiciaires	3 739	3 751	1 303	1 495	2 325	55,5%	2 523
Liquidations Judiciaires directes	8 770	8 387	4 303	4 927	7 212	46,4%	6 720
Total défaillances	12 746	12 347	5 766	6 587	9 826	49,2%	9 454

Taux par nature de procédure	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	2022 T2	Évolution 2022 T2/2021 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	1,9%	1,7%	2,8%	2,5%	2,9%	0,4%	2,2%
Redressements Judiciaires	29,3%	30,4%	22,6%	22,7%	23,7%	1,0%	26,7%
Liquidations Judiciaires directes	68,8%	67,9%	74,6%	74,8%	73,4%	-1,4%	71,1%
Taux procédure	100%	100%	100%	100%	100%		100%

Nombre d'emplois menacés	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	2022 T2	Évolution 2022 T2/2021 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2 800	2 600	5 900	2 300	2 100	-8,7%	3 140
Redressements Judiciaires	16 300	20 900	27 100	6 700	12 880	92,2%	16 776
Liquidations Judiciaires directes	20 700	17 500	10 400	10 530	15 580	48,0%	14 942
Total emplois menacés	39 800	41 000	43 400	19 530	30 560	56,5%	34 858

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	2022 T2	Évolution 2022 T2/2021 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	11,8	12,4	36,9	13,9	7,3	-47,9%	14,8
Redressements Judiciaires	4,4	5,6	20,8	4,5	5,5	23,6%	6,7
Liquidations Judiciaires directes	2,4	2,1	2,4	2,1	2,2	1,1%	2,2
Total emplois menacés	3,1	3,3	7,5	3,0	3,1	4,9%	3,7

Histogramme des évolutions de défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2021 T2				2022 T2				Évolution 2022 T2 / 2021 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	90	1 058	3 864	5 012	144	1 577	5 644	7 365	46,9%	76,6%
3 à 5	34	177	627	838	57	314	915	1 286	53,5%	71,2%
6 à 9	10	89	218	317	26	123	295	444	40,1%	66,4%
10 à 19	11	102	158	271	29	149	260	438	61,6%	59,4%
20 à 49	12	53	52	117	25	117	83	225	92,3%	36,9%
50 à 99	5	10	8	23	7	29	13	49	113,0%	26,5%
100 et plus	3	6	0	9	1	16	2	19	111,1%	10,5%
Total défaillances	165	1 495	4 927	6 587	289	2 325	7 212	9 826	49,2%	73,4%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2021 T2				2022 T2				Évolution 2022 T2 / 2021 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	16	107	620	743	16	323	1 411	1 750	135,5%	80,6%
3 à 5 ans	35	391	1 424	1 850	74	689	2 083	2 846	53,8%	73,2%
6 à 10 ans	40	405	1 315	1 760	76	557	1 711	2 344	33,2%	73,0%
11 à 15 ans	25	217	662	904	38	281	882	1 201	32,9%	73,4%
16 et plus	49	375	906	1 330	85	475	1 125	1 685	26,7%	66,8%
Total défaillances	165	1 495	4 927	6 587	289	2 325	7 212	9 826	49,2%	73,4%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

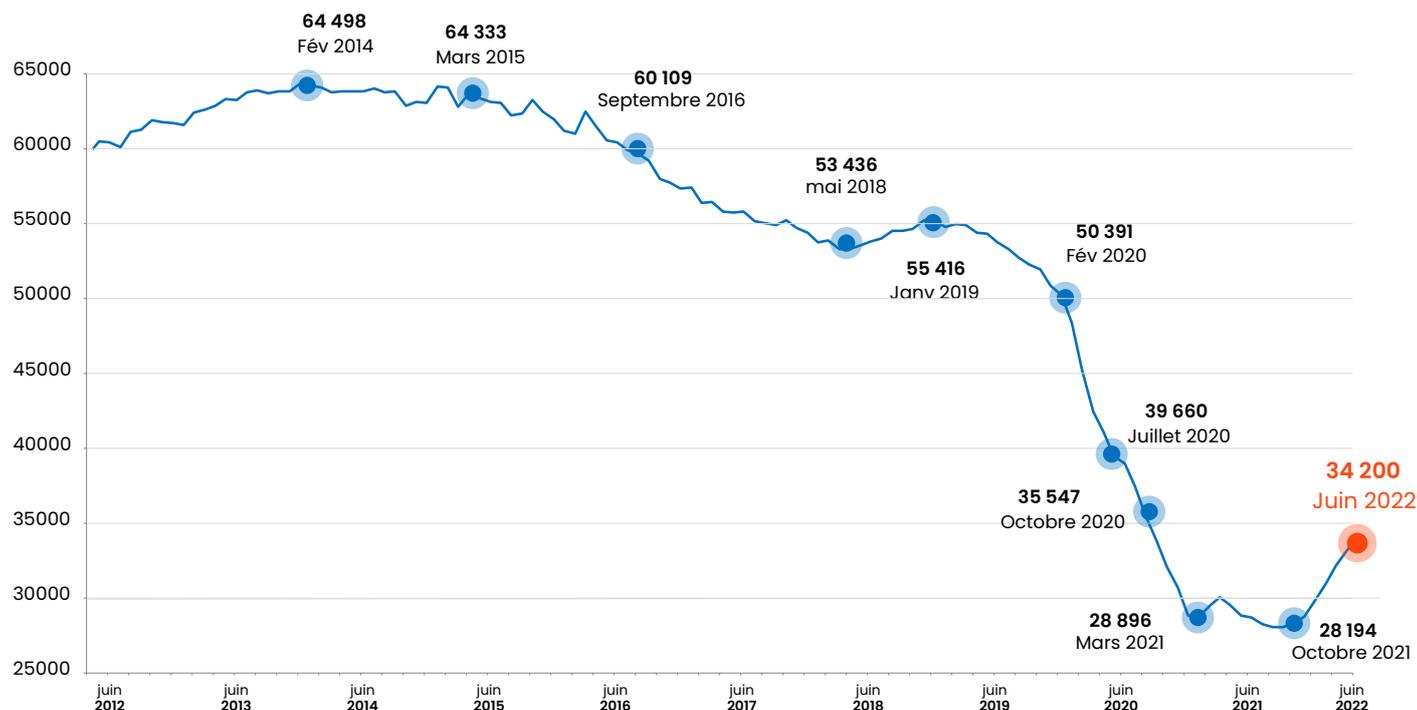
Activité	2021 T2				2022 T2				Évolution 2022 T2 / 2021 T2	Taux de Liquidations Judiciaires	
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total			
Agriculture	8	122	136	266	9	155	123	287	7,9%	42,9%	
Chasse, pêche, forêt	3	17	30	50		17	32	49	-2,0%	65,3%	
Culture	2	41	41	84	6	76	39	121	44,0%	32,2%	
Elevage	3	64	65	132	3	62	52	117	-11,4%	44,4%	
Construction	26	448	1364	1838	46	540	1689	2275	23,8%	74,2%	
Bâtiment	Gros œuvre	5	151	416	572	3	162	480	645	12,8%	74,4%
	Second œuvre	5	153	616	774	18	223	900	1141	47,4%	78,9%
	Travaux Publics	1	21	60	82	3	47	87	137	67,1%	63,5%
Immobilier	Promotion immobilière	0	18	28	46	2	18	37	57	23,9%	64,9%
	Agences immobilières	3	16	72	91	3	13	74	90	-1,1%	82,2%
	Autres activités immobilières	12	89	172	273	17	77	111	205	-24,9%	54,1%
Commerce	39	263	1118	1420	54	457	1677	2188	54,1%	76,6%	
Commerce & réparation véhicules	8	59	244	311	10	93	307	410	31,8%	74,9%	
Commerce de détail	Magasins multi-rayons	5	14	87	106	5	44	154	203	91,5%	75,9%
	Détail alimentaire	1	37	101	139	2	37	171	210	51,1%	81,4%
	Bricolage & équipement du foyer	1	13	66	80	2	41	111	154	92,5%	72,1%
	Sport & loisirs	2	4	39	45	1	12	51	64	42,2%	79,7%
	Commerce d'habillement	0	12	94	106	16	40	123	179	68,9%	68,7%
	Soin de la personne & optique	5	12	36	53	4	18	74	96	81,1%	77,1%
	Vente hors magasin	7	21	109	137	4	44	196	244	78,1%	80,3%
	Carburants & combustibles	0	1	7	8		3	10	13	62,5%	76,9%
	Autres commerces de détail	2	17	79	98	5	41	128	174	77,6%	73,6%
	Commerce Interentreprises	Centrales d'achat	0	13	43	56		13	54	67	19,6%
Alimentaire		2	11	42	55		9	58	67	21,8%	86,6%
Textile, habillement		2	2	19	23		3	28	31	34,8%	90,3%
Biens domestiques		1	9	32	42		11	51	62	47,6%	82,3%
Equipements informatiques & électroniques		0	4	12	16	2	5	15	22	37,5%	68,2%
Machines & équipements		1	12	40	53	2	16	42	60	13,2%	70,0%
Matériaux de construction, sanitaire...		1	9	25	35	1	15	41	57	62,9%	71,9%
Autre commerce interentreprises		1	13	43	57		12	63	75	31,6%	84,0%
Industrie		17	134	281	432	33	208	487	728	68,5%	66,9%
Industrie agroalimentaire		Industrie alimentaire	4	31	79	114	13	73	210	296	159,6%
	<i>Dont Pdts de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	1	24	60	85	7	56	172	235	176,5%	73,2%
Industrie manufacturière	Textile, habillement, cuir	2	8	25	35		8	35	43	22,9%	81,4%
	Bois, matériaux de construction	0	6	17	23	1	12	26	39	69,6%	66,7%
	Imprimerie	2	9	14	25		16	43	59	136,0%	72,9%
	Métallurgie, mécanique	1	28	33	62	6	29	48	83	33,9%	57,8%
	Energie, Eau, Environnement	1	6	17	24	2	13	15	30	25,0%	136,7%
	Réparation, maintenance	1	16	33	50	5	16	41	62	24,0%	111,3%
	Autre industrie manufacturière	6	30	63	99	6	41	69	116	17,2%	59,5%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2021 T2				2022 T2				Évolution 2022 T2 /2021 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	5	30	159	194	7	57	201	265	36,6%	75,8%
Services informatiques & édition de logiciels	4	25	121	150	3	41	140	184	22,7%	76,1%
Autres activités information & communication	1	5	38	44	4	16	61	81	84,1%	75,3%
Transport & logistique	3	53	196	252	7	101	324	432	71,4%	75,0%
Transport routier de marchandises	3	29	101	133	4	61	198	263	97,7%	75,3%
Autres activités de transport	0	9	22	31	2	19	35	56	80,6%	62,5%
Transport routier de voyageurs	0	15	73	88	1	21	91	113	28,4%	80,5%
Activités d'assurance et financières	2	13	51	66	7	18	88	113	71,2%	77,9%
Activités financières	2	9	39	50	6	17	59	82	64,0%	72,0%
Activités d'assurance	0	4	12	16	1	1	29	31	93,8%	93,5%
Services aux entreprises	34	179	740	953	45	320	980	1345	41,1%	72,9%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	3	34	133	170	4	41	156	201	18,2%	77,6%
Conseil en communication et gestion	7	15	143	165	7	37	191	235	42,4%	81,3%
Services d'architecture et d'ingénierie	1	21	124	146	3	50	159	212	45,2%	75,0%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	15	27	88	130	19	47	118	184	41,5%	64,1%
Autres services administratifs aux entreprises	7	51	132	190	10	92	203	305	60,5%	66,6%
Sécurité	0	7	51	58		24	67	91	56,9%	73,6%
Nettoyage de bâtiments	1	24	69	94	2	29	86	117	24,5%	73,5%
Services aux particuliers	1	42	199	242	6	79	378	463	91,3%	81,6%
Activités de réparation	0	4	18	22		4	39	43	95,5%	90,7%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	0	26	135	161	4	61	274	339	110,6%	80,8%
Autres services à la personne	1	12	46	59	2	14	65	81	37,3%	80,2%
Hébergement, restauration, débits de boissons	16	133	444	593	41	282	880	1203	102,9%	73,2%
Hébergement	3	20	34	57	7	16	36	59	3,5%	61,0%
Restauration	12	98	350	460	26	231	711	968	110,4%	73,5%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	6	51	188	245	13	139	384	536	118,8%	71,6%
<i>Dont Restauration rapide</i>	4	40	143	187	12	82	301	395	111,2%	76,2%
Débits de boissons	1	15	60	76	8	35	133	176	131,6%	75,6%
Autres activités	14	78	239	331	34	108	385	527	59,2%	73,1%
Santé humaine & action sociale	1	26	44	71	8	26	92	126	77,5%	73,0%
Activités récréatives	9	25	79	113	20	40	121	181	60,2%	66,9%
Enseignement	4	19	80	103	5	34	131	170	65,0%	77,1%
Autres activités		8	36	44	1	8	41	50	13,6%	82,0%
Total défaillances	165	1 495	4 927	6 587	289	2 325	7 212	9 826	49,2%	73,4%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - juin 2012 à juin 2022)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz⁺
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

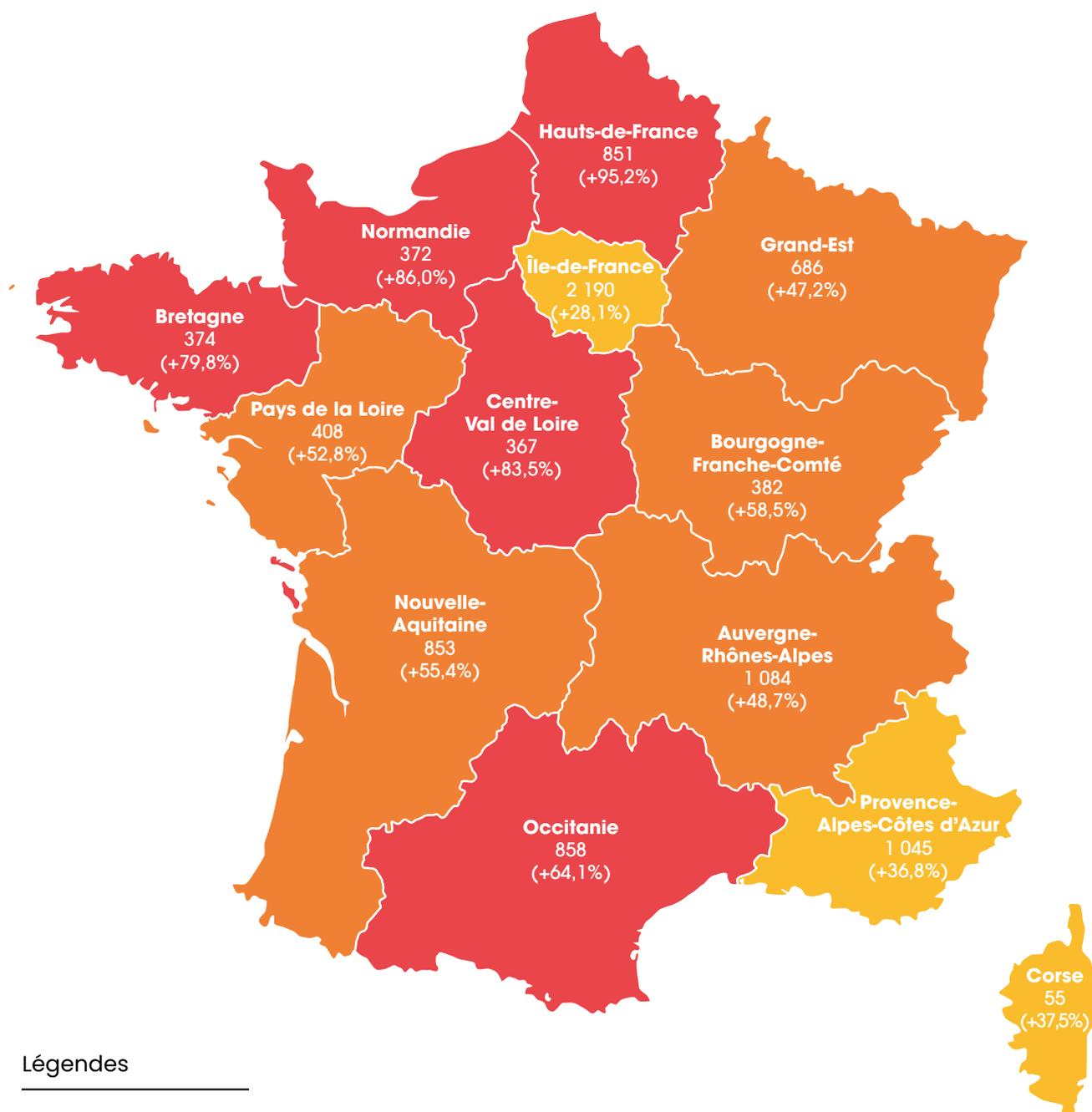
Régions	2021 T2				2022 T2				Évolution 2022 T2 / 2021 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	32	146	551	729	22	234	828	1084	48,7%	76,4%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	6	60	175	241	16	98	268	382	58,5%	70,2%
BRETAGNE	6	42	160	208	7	75	292	374	79,8%	78,1%
CENTRE VAL DE LOIRE	4	48	148	200	16	96	255	367	83,5%	69,5%
CORSE		16	24	40	2	21	32	55	37,5%	58,2%
GRAND EST	13	115	338	466	21	189	476	686	47,2%	69,4%
HAUTS DE FRANCE	13	84	339	436	20	173	658	851	95,2%	77,3%
ILE DE FRANCE	20	254	1 435	1 709	39	390	1 761	2 190	28,1%	80,4%
NORMANDIE	5	37	158	200	13	105	254	372	86,0%	68,3%
NOUVELLE AQUITAINE	17	131	401	549	35	217	601	853	55,4%	70,5%
OCCITANIE	11	123	389	523	23	220	615	858	64,1%	71,7%
PAYS DE LA LOIRE	10	59	198	267	11	89	308	408	52,8%	75,5%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	16	284	464	764	40	344	661	1045	36,8%	63,3%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	12	96	147	255	24	74	203	301	18,0%	67,4%
TOTAL DEFAILLANCES	165	1 495	4 927	6 587	289	2 325	7 212	9 826	49,2%	73,4%

Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés au 2^e trimestre 2022

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
LUDERIX INTERNATIONAL (PICWIC)	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé	4765Z	59	817	103,0	2016	Redressement judiciaire	Mai
SMARTTV GLOBAL SAS	Commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	4651Z	13	102	87,7	2020	Redressement judiciaire	Juin
GEOXIA NORD OUEST (MAISONS PHENIX)	Construction de maisons individuelles	4120A	59	233	84,5	2020	Redressement judiciaire	Mai
RECYLEX SA	Récupération de déchets triés	3832Z	75	39	51,1	2020	Redressement judiciaire	Mai
GEOXIA ILE DE France (MAISONS PHENIX)	Construction de maisons individuelles	4120A	92	119	43,2	2020	Redressement judiciaire	Mai
CNIM ENVIRONNEMENT & ENERGIE SERVICES	Ingénierie, études techniques	7112B	92	170	33,6	2020	Liquidation judiciaire	Juin
BRASSERIE LORRAINE	Fabrication de bière	1105Z	972	48	32,3	2020	Redressement judiciaire	Mai
HAMON THERMAL EUROPE FRANCE	Fabrication d'autres machines d'usage général	2829B	93	120	31,5	2020	Redressement judiciaire	Avril
GEOXIA OUEST	Construction de maisons individuelles	4120A	44	64	30,5	2020	Redressement judiciaire	Mai
ACTION ENERGIE	Travaux d'isolation	4329A	93	-	27,6	2020	Redressement judiciaire	Juin
GEOXIA RHONE-ALPES (MAISONS PHENIX)	Construction de maisons individuelles	4120A	69	46	27,3	2020	Redressement judiciaire	Mai
THE KASE	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	4742Z	92	124	25,4	2020	Redressement judiciaire	Avril
GEOXIA RESSOURCES	Autre mise à disposition de ressources humaines	7830Z	92	377	24,6	2020	Redressement judiciaire	Mai
MANON	Transformation et conservation de pommes de terre	1031Z	13	149	24,3	2021	Redressement judiciaire	Avril
GEOXIA MAISONS INDIVIDUELLES (MAISONS PHENIX)	Activités des sièges sociaux	7010Z	92	117	22,7	2020	Redressement judiciaire	Mai
SMARTTV TECHNOLOGY	Fabrication de cartes électroniques assemblées	2612Z	13	75	22,6	2020	Redressement judiciaire	Juin
PHENIX EVOLUTION (GEOXIA)	Construction de maisons individuelles	4120A	92	151	22,2	2020	Redressement judiciaire	Mai
AIR INDUSTRIE THERMIQUE	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	2825Z	92	51	20,9	2019	Redressement judiciaire	Mai
STEIN ENERGY	Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central	2530Z	68	118	20,5	2020	Redressement judiciaire	Mai
TAM TAM	Messagerie, fret express	5229A	33	164	18,1	2019	Redressement judiciaire	Avril
CORETEC	Ingénierie, études techniques	7112B	35	103	17,7	2020	Redressement judiciaire	Avril
THE NEW KASE	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	4742Z	92	108	8,7	2020	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Avril
NATIONALE TECHNIQUES INFORMAT SERVICES	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	9511Z	93	142	8,1	2020	Conversion de la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire	Mai
BFORBIZ	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	6202A	91	111	7,8	2020	Redressement judiciaire	Avril
ASS AIDE DOMICILE ACCUEIL PROVIDENCE	Aide à domicile	8810A	971	250			Redressement judiciaire	Mai
LOGISTRI MEDITERRANEE	Activités de conditionnement	8292Z	66	203	NR	2019	Procédure de sauvegarde	Avril

Carte d'évolution des défaillances par région au 2^e trimestre 2022



Légendes

- >60%
- 40% à 60%
- <40%

ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou Judiciaire. Cela concerne aussi les ouvertures après résolution du plan de redressement. En revanche, les statistiques de défaillances ne considèrent ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédures (et leurs suites) est enregistrée.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A PROPOS D'ALTARES

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.



Altares

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données **sur plus de 440 millions d'entreprises dans 220 pays.**

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Candice Piekacz
candice.piekacz@coriolink.com
06 71 38 53 15

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

Amsterdam office

Krijn Taconiskade 438
1087 HW Amsterdam

www.altares.nl

Altares-D&B,

Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |

SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |

TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com